

Auguste LE COENT

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

2e Circonscription Saint-Brieuc - Loudéac

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 Octobre, pour la première fois, le Chef de l'Etat n'a pas obtenu la majorité des électeurs inscrits. D'autre part, de 80 % en 1958 et 75 % en 1961, les « Oui » sont tombés à 62 % des suffrages exprimés.

Le pouvoir personnel est sérieusement touché.

Le mouvement populaire monte progressivement en France contre un régime qui frappe tous les travailleurs et ne sert que le gros capital, contre une régime qui nous conduit à la dictature, qui contient en lui la menace du fascisme ouvert et tourne le dos à une politique extérieure orientée vers le désarmement et la Paix.

Les travailleurs, les forces démocratiques, doivent accentuer et accentueront leur union et leur action pour remplacer, en France, le système gaulliste par une véritable République.

Un moyen d'aller de l'avant, c'est de voter, le 18 Novembre pour les candidats du Parti Communiste Français, **de ce Parti qui a combattu le pouvoir personnel dès le début et qui a mené une ardente campagne pour le « Non » à la dictature.**

LE BILAN DU POUVOIR

— Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 8 à 12 % depuis que de Gaulle est là.

— Les Allocations Familiales et les Retraites-Vieillesse, malgré les mesures dérisoires et démagogiques prises à la veille du référendum, restent très loin derrière le coût de la vie.

— Les paysans-travailleurs, par certaines dispositions de la loi d'orientation agricole et la loi complémentaire, par le Marché Commun, **sont voués, en grand nombre, à une disparition prochaine.**

— Les artisans et petits commerçants sont sacrifiés aux intérêts des grands capitalistes du Commerce et de l'Industrie.

— Les Anciens Combattants réclament vainement leur dû.

— Les marins en activité et les pensionnés de la Marine, malgré leur lutte, restent scandaleusement défavorisés.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité de l'école et de l'Etat foulée aux pieds.

On refuse des milliers de jeunes dans les écoles; les officiers factieux maltraitent nos fils dans les casernes.

Partout, c'est le désordre, la violence, les bombes, le plastic, une impunité à peu près totale étant assurée aux assassins et aux gangsters de l'O.A.S.

En politique extérieure, au lieu de travailler au désarmement général et à la Paix, le Pouvoir personnel lie le sort de la France à celui de l'Allemagne d'Adenauer, avec ses généraux nazis et ses revanchards. 6.000 milliards doivent être consacrés, dans les prochaines années, à la construction de bombes atomiques, et le Chef de l'Etat, **qui n'avait même pas été consulté,** s'est rangé automatiquement, derrière Kennedy, prêt à faire la guerre à Cuba.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La Quatrième République a connu l'instabilité gouvernementale.

Pourquoi ?

Parce que ses gouvernements faisaient une mauvaise politique, parce que des Partis, se réclamant de la Démocratie, pratiquaient l'alliance avec la Réaction, parce que les communistes étaient écartés de tous les gouvernements depuis 1947.

Pendant 11 ans, nous avons combattu les gouvernements de la IVe République, en disant que cette politique allait nous conduire au pouvoir personnel, à la dictature, et c'est ce qui est arrivé.

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme ni d'un seul parti. Nous proposons, par l'union de toutes les forces démocratiques et nationales du Pays :

1° D'élire, à la proportionnelle, une Assemblée Constituante, chargée de faire une nouvelle Constitution assurant la souveraineté du Peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision,

2° La révocabilité des députés par les électeurs en dehors des périodes électorales.

● **DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE :**

1° La nationalisation des monopoles capitalistes, la participation des syndicats à la direction et à la gestion des entreprises ;

2° L'augmentation générale des salaires, traitements, retraites, pensions, allocations-vieillesse, la suppression de injustes abattements de zones de salaires.

3° La Construction massive de logements.

4° Le soutien de la Coopération paysanne sous toutes ses formes, l'aide substantielle aux exploitations familiales agricoles.

5° La réforme démocratique de l'Enseignement, l'amélioration de la Sécurité Sociale Agricole.

EN POLITIQUE EXTERIEURE IL FAUT :

1° S'entendre avec tous les pays et aller vers le **désarmement général et contrôlé**.

2° S'opposer aux désirs des militaristes et revanchards allemands, travailler à l'entente pacifique des peuples français et allemands et non à l'entente pour la guerre.

3° Eviter, à tout prix, une guerre atomique et travailler à résoudre tous les différends internationaux par la Négociation.

Enfin, nous Bretons, nous avons une lutte complémentaire à mener. La BRETAGNE, comme toutes les régions sous-développées, est traitée avec mépris par le Pouvoir du grand capital.

On peut industrialiser la BRETAGNE, en s'appuyant sur les ressources naturelles du Pays (son agriculture, ses engrais marins, son fer, son uranium, etc...). **On peut donner du travail à tous les Bretons en Bretagne.** On peut favoriser la naissance d'une agriculture bretonne prospère et moderne en soutenant la Coopération Agricole sous toutes ses formes, en aidant à fond l'exploitation familiale.

LES CANDIDATS

Il y a 4 candidats dans la circonscription de LOUDEAC :

— un candidat patronné par le Chef de l'Etat et son Parti, l'U.N.R., M. DANIEL qui est donc le candidat de la réaction la plus noire, le candidat du pouvoir personnel, dont tous les travailleurs de toutes les professions sont mécontents.

— La candidate du M.R.P., Mlle DIENESCH, qui a soutenu, jusqu'à ces derniers temps, toute la politique de de Gaulle. Sur le plan National, son parti préconisait le Non au référendum, mais Mlle DIENESCH a gardé le silence et la réaction cléricale qui la soutient a fait voter massivement Oui à l'aggravation du pouvoir personnel.

— Le candidat du P.S.U., Léon SERANDOUR.

— Le candidat du Parti Communiste, notre camarade **Auguste LE COENT**, qui a derrière lui 20 ans de vie militante, au service des travailleurs, de la République et de la Paix.

Depuis la Libération il est Maire et conseiller général de SAINT-NICOLAS-DU-PELEM. Ses qualités d'administrateur, son dévouement, sa profonde connaissance des questions qui intéressent la population laborieuse de notre région et notamment des problèmes paysans sont bien connus.

Les résultats des élections législatives de 1958 ont montré qu'**Auguste LE COENT** est le candidat le mieux placé pour faire échec à la réaction dans la criconscription de LOUDEAC.

VU LE CANDIDAT :

Auguste LE COENT

Cultivateur

Maire - Conseiller Général de St-Nicolas-du-Pélem

Ancien Député

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Suppléant : **Eugène CHEVÉ**

Instituteur à Loudéac

Imprimerie Moderne — St-Brieuc